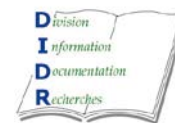


25/04/2014



Répression et violences politiques à l'occasion des élections législatives de janvier 2014

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Introduction

La situation politique actuelle s'inscrit dans un contexte pré-électoral de violence qui a marqué 2013, année considérée comme la plus violente et la plus « sanglante » depuis l'indépendance du pays en 1971¹.

La journée même du scrutin, le dimanche 5 janvier 2014, a été émaillée de violences qui ont fait plusieurs morts².

Aujourd'hui, la situation demeure toujours instable. L'opposition, qui a boycotté les élections législatives du 5 janvier, ne cesse d'exiger leur annulation et la tenue de nouvelles élections sous la houlette d'un gouvernement intérimaire neutre. Rejetant cette exigence, les autorités se montrent intransigeantes. Des sources dénoncent une dérive autoritaire du gouvernement et une répression postélectorale qui vise les militants de

¹ AFP, "Bangladesh opposition chief forced to wait trial decision", 20/04/2014 ; Nations unies, Assemblée générale, "Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status", 25/02/2014 ; BOBIN Frédéric, « Au Bangladesh, la dérive autoritaire du parti au pouvoir », *Le Monde*, 28/01/2014.

² US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013 – Bangladesh*, 27/02/2014 ; BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014 ; *Libération*, « Bangladesh : Sheikh Hasina prête serment au mépris de l'opposition », 12/01/2014 ; *The Independent*, "Cancel election: BNP", 06/01/2014.

l'opposition, des partis islamistes notamment, au nom d'une « lutte antiterroriste ». Face à l'intransigeance des autorités, l'opposition déclare vouloir faire tomber le gouvernement réélu et menace de reprendre ses actions de contestation violentes au nom de la « sauvegarde de la démocratie ». Parmi les victimes collatérales du conflit frontal opposant le gouvernement et l'opposition figurent des civils (des enfants notamment) et des membres des minorités hindoues et chrétiennes³.

1. Une période préélectorale violente

1.1. Les autorités ciblant violemment l'opposition

Avec les élections législatives du 5 janvier 2014, le Bangladesh a plongé dans l'une de ses plus graves crises depuis la démocratisation du pays initiée au début des années 1990⁴. 2013 est considérée comme l'année la plus violente depuis 1971⁵. Plusieurs incidents violents ont opposé les partisans de l'opposition soit aux forces de l'ordre soit aux militants du parti au pouvoir, l'Awami League (AL). Un recensement des victimes est donné à titre indicatif *infra* (sous-partie 1.2.2. Recensement et localisation des victimes).

Selon Human Rights Watch (HRW), si, dans certains cas, le gouvernement a agi de manière appropriée pour stopper les violences provoquées par des militants de l'opposition, la recrudescence des arrestations a participé d'une volonté de limiter les critiques à l'encontre du pouvoir et de raffermir l'assise de l'AL. HRW évoque une « répression » préélectorale contre les leaders et militants de l'opposition faite d'arrestations arbitraires et d'utilisation indiscriminée de la force par les autorités⁶.

Une dizaine voire une centaine de responsables et membres de l'opposition ont ainsi été arrêtés ou placés en garde à vue juste avant les élections. Il s'agit avant tout de militants du principal parti de l'opposition, le Bangladesh Nationalist Party (BNP). Sa présidente et ancienne Première ministre, Khaleda Zia, a été, de fait, placée en résidence surveillée chez elle avant le scrutin, tandis que nombreux responsables et militants du parti se sont cachés⁷. Outre le BNP, d'autres formations politiques ont également été ciblées. Des membres du Jamaat-e-Islami (JI ou Jel), principale formation islamiste du pays, ont ainsi été arbitrairement arrêtés durant la période préélectorale⁸. Le Jatiya Party a également été ciblé. Son responsable, Hossain Mohammed Ershad, est retenu de force par les forces de sécurité dans un hôpital militaire depuis le 12 décembre 2013⁹.

Des disparitions sont également signalées. Entre le 25 novembre 2013 (jour de l'annonce de la date du scrutin) et le 2 janvier 2014, au moins dix personnes ont disparu. L'Asian Human Rights Commission (AHRC) met en cause la police, mais aussi le bataillon d'action rapide (*Rapid Action Battalion*, RAB) ainsi que les gardes-frontières dans ces disparitions. Certaines des personnes disparues avaient été emmenées de force alors qu'elles étaient à leur lieu de travail, dans la rue ou chez elles¹⁰.

³ *Ibid.*

⁴ BOBIN Frédéric, « Bangladesh : la démocratie connaît une très grave crise », *Le Monde*, 06/01/2014.

⁵ AFP, art. cit. 20/04/2014 ; *United Press International* (UPI), "Bangladesh's re-elected prime minister starts new term", 14/01/2014 ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, « Bangladesh : des élections sans surprise et entachées de violences », 06/01/2014 ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁶ HRW, "Bangladesh: Elections Further Tainted by Arbitrary Arrests", 08/01/2014 ; HRW, "Bangladesh: Crackdown escalates Ahead Election", 03/01/2014.

⁷ HRW, art. cit., 08/01/2014.

⁸ HRW, art. cit., 03/01/2014.

⁹ HRW, art. cit., 08/01/2014.

¹⁰ Nations unies, art. cit.

1.2. L'opposition à l'origine également des violences

Si le parti au pouvoir, l'AL, est accusé d'avoir organisé une répression contre les militants de l'opposition, le principal parti de l'opposition, le BNP est, de son côté, accusé d'avoir été en grande partie à l'origine de violences¹¹. Le BNP, qui a appelé au boycott du scrutin, n'a eu de cesse de dénoncer une politisation de tous les échelons de l'administration et de l'appareil d'Etat pour justifier des manifestations et le blocage général du pays (via le blocage des routes et de grèves générales), phénomène connu sous le nom de *hartal*¹².

Répondant à l'appel au boycott de leurs dirigeants, des militants de l'opposition sont accusés d'avoir tenté d'empêcher la tenue des élections par des actions violentes (saccage ou destruction de bureaux de vote avant et pendant le scrutin ; organisation de barrière pour empêcher les gens d'aller voter)¹³.

Des militants du JI s'en sont physiquement pris à la communauté hindoue qu'ils accusaient de soutenir l'AL (voir *infra*)¹⁴.

1.3. Le bilan humain

Au final, et quel qu'en fussent les auteurs (les militants de l'AL, les forces de l'ordre ou le BNP), les violences préélectorales ont provoqué la mort de centaines de personnes. Selon diverses estimations, ce sont 150, 200, 300 ou 500 personnes qui ont été tuées dans différents accès d'agitation politique en 2013¹⁵.

1.4. Les lignes de fracture à l'origine de la crise politique

La crise politique qui a éclaté en 2013 se nourrit de deux fractures de fond :

1) La première tient à l'animosité voire la haine viscérale qui oppose les deux femmes successivement au pouvoir depuis la démocratisation du pays :

- d'une part, l'actuelle Première ministre, Sheikh Hasina Wajed, dirigeante de l'AL et fille de Sheikh Mujibur Rahman, le « père de la nation » ;
- d'autre part, Khaleda Zia, responsable du BNP qui a occupé le poste de Premier ministre à deux reprises ; c'est la veuve de l'ex-général-président Ziaur Rahman, assassiné en 1981¹⁶.

De nombreux observateurs estiment que leur rivalité obsessionnelle, stérile, est à l'origine des alternances politiques chaotiques¹⁷.

¹¹ AFP, "Bangladesh opposition leader sent to jail as protests loom", 16/03/2014 ; HRW, art. cit., 03/01/2014.

¹² US Department of State, *op. cit.* ; UPI, art. cit. ; BBC, "Bangladesh's ruling Awami League wins boycotted poll", 06/01/2014 ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ HRW, art. cit., 08/01/2014.

¹⁵ *Ibid.* ; AFP, art. cit., 20/04/2014 ; UPI, art. cit. ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; HENRY Michel, « Bangladesh : la violence maîtresse des urnes à Dacca », *Libération*, 06/01/2014.

¹⁶ AFP, art. cit., 20/04/2014 ; BBC, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; HENRY Michel, art. cit.

¹⁷ *Ibid.*

2) La seconde fracture tient à la place de la religion dans la vie publique et oppose une mouvance laïque incarnée par l'AL à un camp conservateur dominé par le BNP, lequel a comme alliés le JI, principal parti islamiste du pays, et le Hefajat-e-Islam (Hel), entre autres¹⁸. Cette alliance est un arrangement électoral qualifié « d'arithmétique » de l'aveu même du BNP qui vise à s'attirer davantage de sympathie dans un pays à 90% musulman¹⁹. A une reprise du dialogue avec le BNP, le gouvernement a posé comme condition sa rupture des liens avec le JI²⁰.

Au-delà de ces fractures de fond, un point de désaccord a amplifié les violences qui ont jalonné la période préélectorale : le refus de l'AL d'instituer un gouvernement intérimaire neutre chargé d'organiser les élections, selon une tradition politique bangladaise à laquelle a mis fin le parti au pouvoir en 2010. L'AL estimait que ce système n'était plus nécessaire. La Cour suprême a validé la décision de l'AL en septembre 2012. Le BNP n'a cessé d'exiger le rétablissement d'un gouvernement intérimaire neutre, gage, selon lui, d'élections justes. Ce point de désaccord profond a été à l'origine du boycott du scrutin du 5 janvier par le BNP et des actes de protestation violents de militants du BNP²¹.

2. Un scrutin boycotté par l'opposition et émaillé de violences

2.1. Des violences le jour des élections

Les élections législatives du 5 janvier 2014 se sont déroulées dans un climat de violence et dans une ambiance jugée « malsaine » par de nombreux Bangladais²². D'un côté se trouvaient les partisans d'un blocage général du pays et d'actions de protestation violentes. Certains ont, par exemple, lancé des engins incendiaires dans des bus, tuant des passagers. De l'autre étaient positionnées des forces de l'ordre envoyées par le gouvernement qui a initié une « répression aveugle ». Plusieurs manifestants ont été tués²³. Les violences ont opposé les militants de l'opposition (du BNP et du JI avant tout) aux forces de l'ordre ou aux partisans de l'AL.

Pour la journée du vote, le 5 janvier 2014, le bilan s'établit comme suit :

- 18 à 24²⁴ ou 26²⁵ morts ;

- plus de 100, voire près de 200, bureaux de vote – souvent des écoles – incendiés²⁶, vandalisés²⁷ ou attaqués, en particulier par les membres de l'opposition qui s'opposaient à la tenue des élections²⁸.

¹⁸ ROUL Animesh, *Al-Qaeda Leader al-Zawahiri Urges Jihad Against the "Anti-Islamic" Government of Bangladesh*, Terrorism Monitor Volume: 12 Issue: 2, Jamestown Foundation, 23/01/2014 ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

¹⁹ HENRY Michel, art. cit.

²⁰ UPI, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014.

²¹ AHRC, "BANGLADESH: Authoritarian obstinacy wins, democracy loses", 08/01/2014 ; BBC, art. cit. ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; US Department of State, *op. cit.* ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; *Radio Free Europe* et *Radio Liberty*, "Voting in Bangladesh amid Opposition Boycott, Violence", 05/01/2014.

²² UPI, art. cit. ; Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF), Group 41 – Information Centre Asylum and Migration, Briefing Notes, 07/01/2014 ; BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014 ; BBC, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

²³ HENRY Michel, art. cit. ; *The Daily Star*, "19 killed in Bangladesh election violence", 05/01/2014.

²⁴ AHRC, art. cit., 08/01/2014 ; *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

²⁵ *Libération*, art. cit., 12/01/2014.

Des bulletins de vote et des urnes ont été brûlés. Au-delà des dégâts matériels, des fraudes ont été relevées. Des bulletins de vote ont été saisis selon l'AHRC, qui affirme que le gouvernement a envoyé des cadres politiques afin de truquer le scrutin²⁹.

2.2. Recensement et localisation des victimes

Les médias généralistes bangladais, dont *The Daily Star* et *l'UNB Connect*, ont procédé à un recensement des personnes tuées le jour du vote selon les districts. Ce recensement a été établi sur la base d'informations provenant de leurs correspondants, mais aussi à partir de données communiquées par des officiels. Ces dernières n'ont pu être vérifiées auprès d'autres sources à ce stade de la recherche. Au-delà des circonstances des incidents qui devront par conséquent être considérées avec prudence, ce recensement, qui ne saurait être tenu pour exhaustif, peut se révéler utile, car il précise l'identité des victimes et les lieux des incidents³⁰.

- District de Dinajpur :

Selon le *Daily Star*, un membre de la force Ansar, chargée de la sécurité intérieure du pays, ainsi que deux membres de l'opposition sont tués dans trois incidents distincts dans l'*upazila* (sous-district) de Patgram³¹ dont ils étaient tous originaires. Cinq autres personnes sont blessées. Le membre de la force Ansar, Md Wahed Ali (ou « Abdul Wahid », 35 ans³²), a été battu à mort par des hommes du Jamaat-Shibir³³. Les autres victimes sont : Raihan Masud, 22 ans, militant du Jatiya Jubo Sanghati, la branche étudiante du Jatiya Ganatantrik Party (Jagpa) qui fait partie du groupe des 18 partis alliés au BNP ; Chunnu Mia, 30 ans, militant du BNP, tué lors d'un affrontement entre ses compagnons du parti et des militants de l'AL dans le village de Hoiburpur³⁴.

Dans l'*upazila* de Sadar, Babul Hossain, 45 ans, un responsable BNP, est tué par la police dans un échange de tirs lors d'un affrontement entre des militants « anti-élections » et les policiers. Un jeune de 15 ans, Salahuddin, blessé dans l'affrontement, succombera à ses blessures³⁵.

Dans l'*upazila* de Parbatipur, deux autres militants du groupe des 18 partis de l'opposition sont tués par des gardes-frontières, ces derniers ayant ouvert le feu après avoir été attaqués³⁶. L'une des victimes est Masud Raihan, 32 ans, co-secrétaire du Jagpa, tué par les *Joint Forces* de la police dans l'*upazila*³⁷.

²⁶ UPI, art. cit. ; HRW, art. cit., 08/01/2014 ; BAMF, art. cit. ; BBC, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; HENRY Michel, art. cit.

²⁷ *Le Monde*, AFP et Reuters, art. cit. ; *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

²⁸ AHRC, art. cit., 08/01/2014.

²⁹ *Ibid.*

³⁰ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014 ; *UNB Connect*, "Election violence death toll hits 19", 05/01/2014.

³¹ Le *Daily Star* précise bien qu'il s'agit de l'*upazila* de Patgram, lequel ne semble toutefois pas faire partie du district de Dinajpur.

³² *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014 ; *UNB Connect*, art. cit.

³³ "Shibir" renvoie à la branche étudiante du JI, l'Islami Chhatra Shibir. Dans les médias, leurs membres sont mentionnés comme étant des militants de l'Islami Chhatra Shibir, du Shibir ou du Jamaat-Shibir.

³⁴ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

³⁵ *UNB Connect*, art. cit.

³⁶ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

³⁷ *UNB Connect*, art. cit.

- District de Rangpur :

Deux membres du JI et de son aile étudiante, l'Islami Chhatra Shibir, sont tués par la police qui a ouvert le feu sur une trentaine de militants du JI qui tentaient de s'emparer d'un centre de vote dans l'*upazila* de Pirgachcha. L'un des deux membres du JI tués est identifié comme le dénommé Merajul (ou « Mirajul ») Islam, 35 ans. L'autre victime est Hadiuzzaman Hadi, 16 ans, militant du Shibir et originaire de la région³⁸.

- District de Nilphamari :

Deux personnes, membres du JI, sont tuées par la police dans les *upazilas* de Dimla et Jaldhaka. L'une des victimes est Jahangir Alam, 22 ans (ou 28 ans), tué par des tirs de la police qui visaient des militants de la branche Shibir. Ces derniers auraient tenté d'incendier un bureau de vote installé dans l'école publique primaire de Khalishachapani. L'autre victime est Mamtajul Haque (ou « Momtajuddin »), 35 ou 45 ans, militant local du JI. Il est tué sur le coup après que la police eut ouvert le feu sur plus de 200 militants du Jamaat-Shibir qui tentaient d'empêcher des personnes d'aller voter au centre installé dans l'école publique primaire de Kaimari³⁹.

- District de Feni :

Un militant du Jubo Dal, lié au BNP, ainsi qu'un membre du Shibir sont tués dans l'*upazila* de Sonagazi. D'après le *Daily Star*, ce dernier, Jamshed Alam, 25 ans, a été tué alors que la police tentait d'empêcher des militants de l'opposition de s'emparer des bulletins de vote du bureau de vote situé à l'école publique primaire d'Uttor Char Chandia. L'autre victime est un dénommé Shahidullah, qui a succombé à ses blessures après avoir reçu une balle à la suite d'un incident qui s'était produit au centre de santé de l'*upazila* de Sonagazi⁴⁰. Selon l'*UNB Connect*, la première victime, Jamsehd Alam, 30 ans, était un vice-président municipal du Jubo Dal, alors que la seconde victime, Shahidullah, 23 ans, était le président du Jatiyatabadi Chhatra Dal (JCD), branche étudiante du BNP, au niveau de l'*upazila*⁴¹.

- District de Laxmipur :

Un militant du JI est tué, deux (ou dix) autres blessés, après que la police eut ouvert le feu sur eux dans l'*upazila* de Ramganj. La victime est Mohammad Rubel (ou « Rubel Hossain »), 22 ans, militant du JI au niveau du village de Charmandari dans l'*upazila* de Chandpur. L'incident au cours duquel il a trouvé la mort s'est produit dans le centre de vote installé au lycée de Machhimpur. A la suite d'une « descente » et d'une attaque du centre de vote par des militants du BNP, du JI et du Shibir, la police aurait réagi par des tirs, touchant mortellement Mohammad Rubel⁴².

- District de Munshiganj :

Kangkan (ou « Kankan Mah »), 24 ans (ou 23 ans), co-secrétaire local JCD, la branche étudiante du BNP, meurt après avoir été pourchassé par la police dans l'*upazila* de Tongibari. Selon la police, il tentait de lancer un cocktail Molotov sur le centre de vote de l'école primaire Dashsin Kathadia-Shimulia⁴³.

³⁸ *Ibid.* ; *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

³⁹ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014 ; *UNB Connect*, art. cit.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

- District de Lalmonirhat :

Un militant local du Swechchasebak Dal, une faction du BNP, meurt le lendemain d'une attaque menée par des militants de l'AL qui l'avaient poignardé. Il s'agit de Farooque Hossain, 34 ans. L'incident a eu lieu quand des membres de l'AL ont cherché à empêcher des militants locaux du BNP et du JI d'organiser un rassemblement en faveur d'un *hartal* (blocage et grève générale) de 48 heures dans le village de Shafinagar dans l'*upazila* de Patgram⁴⁴.

- District de Thakurgaon :

Trois personnes, dont deux membres du BNP, sont tuées, après que des agents de maintien de l'ordre eurent ouvert le feu sur des militants du BNP et du JI qui tentaient d'empêcher des personnes d'aller voter au bureau de l'*upazila* de Sadar. Les forces de l'ordre sont intervenues alors que l'affrontement opposait les militants de l'opposition à des militants de l'AL. Selon la police, les victimes sont les dénommés Joynal (ou « Joynul »), 21ans, Harun, 20 ans (ou 24 ans), et Abu Hanif, 28 ans (ou 30 ans) et membre du BNP. Un responsable du BNP confirme que les deux premiers sont morts sur le coup après que la police eut tiré sur des militants du BNP et du JI qui empêchaient le vote d'avoir lieu dans le centre de Basudebpur⁴⁵.

Des sources locales font état de l'attaque par le BNP et le JI de 30 bureaux de vote dans la circonscription de Thakurgaon-1, faisant en tout au moins 50 blessés, parmi les forces de l'ordre notamment⁴⁶.

La veille, le samedi 4 janvier, Zubaidur Rahman, l'assistant d'un président de bureau de vote, est poignardé à mort par des partisans « anti-élections »⁴⁷.

- District de Chittagong :

Un militant du Shibir est tué par la police au cours d'un affrontement entre les forces de l'ordre et des militants de l'opposition dans l'*upazila* de Lohagora. La victime est un dénommé Enamul Haque Lalu, 23 ans (ou 21 ans), tué sur le coup quand la police a ouvert le feu sur des personnes qui attaquaient un bureau de vote de l'école primaire publique Bhabanipur, selon le correspondant du *Daily Star*⁴⁸.

- District de Naogaon :

Un militant du BNP est tué, d'autres blessés, après que les *Joint Forces* eurent ouvert le feu dans l'*upazila* de Manda. Le militant tué est un dénommé Babul Hossain, 25 ans (ou 28 ans). D'après la police, les partisans de l'opposition se dirigeaient vers deux centres de vote dans le village de Ramnagar. Ils auraient tiré des flèches sur les forces de l'ordre. En représailles, les *Joint Forces* ont riposté en ouvrant le feu. La victime, Babul Hossain a succombé à ses blessures à l'hôpital⁴⁹.

- District de Gaibandha :

Un militant du Shibir est tué et 22 autres blessés lors d'un affrontement dans l'*upazila* de Sundarganj qui opposait des membres du Jamaat-Shibir à ceux de l'AL, d'après le

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ *Ibid.*

⁴⁷ *UNB Connect*, art. cit.

⁴⁸ *Ibid.* ; *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

⁴⁹ *Ibid.*

correspondant du *Daily Star*. L'affrontement a eu lieu près de l'école primaire de Monomoth⁵⁰.

- District de Jessore :

Un militant du BNP est tué par balle par des forces de maintien de l'ordre alors qu'il pillait un bureau de vote dans l'*upazila* de Monirampur et brûlait des bulletins de vote, d'après le correspondant du *Daily Star*. La victime est Motier Rahman (ou « Matiur Rahman »), 28 ans (ou 20 ans). L'incident a eu lieu au lycée de Bajitpur, abritant un bureau de vote qui avait été attaqué par des militants de l'opposition, selon la police. Outre la mort du militant du BNP, un militant de l'AL a été blessé durant cet incident. Il s'agit d'un dénommé Abdul Azim⁵¹.

2.3. Le boycott de l'opposition, le taux de participation et les résultats des élections

Les élections ont été boycottées par l'opposition. En optant pour la stratégie du boycott, le BNP visait à décrédibiliser le scrutin du 5 janvier afin de forcer la tenue de nouvelles élections⁵². Seuls deux partis d'importance – l'AL au pouvoir et une faction du Jatiya Party créée par le gouvernement avant l'élection – ont participé au scrutin. Une dizaine d'autres partis y ont participé, mais il s'agit de petits partis sans envergure nationale⁵³.

Conséquence du boycott, dans plus de la moitié des circonscriptions (153 sur 300) le vote n'a pas eu lieu⁵⁴. Par ailleurs, le vote a été suspendu dans 161 bureaux en raison des violences⁵⁵. Au final, l'AL a conservé ses 127 sièges pour lesquels l'opposition n'avait présenté aucun candidat⁵⁶. A l'issue du scrutin, l'AL détenait 232 sièges sur un total de 300⁵⁷. Faute de candidat face au pouvoir en place, l'AL, qui a gagné plus des deux tiers des sièges, a été proclamée, d'office et sans surprise, vainqueur, en dépit d'une légitimité précaire⁵⁸.

De manière générale, le taux de participation a été particulièrement faible⁵⁹. Au-delà de la participation formelle, le soutien du public à ces élections s'est révélé historiquement faible⁶⁰. Dans les bureaux de vote ouverts, la participation n'aurait pas excédé 15-20% selon les observateurs indépendants, qui remettent en cause le taux de 40% avancé par les autorités⁶¹. Ce taux est à comparer avec celui des élections générales de 2008 qui avait dépassé 70%. Le faible taux de participation s'explique en partie par le boycott, mais aussi par la crainte des violences⁶².

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ *Ibid.*

⁵² AHRC, art. cit., 08/01/2014 ; BBC, art. cit. ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; *Radio Free Europe* et *Radio Liberty*, art. cit., 05/01/2014.

⁵³ AHRC, art. cit., 08/01/2014.

⁵⁴ *Ibid.* ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁵⁵ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

⁵⁶ HENRY Michel, art. cit.

⁵⁷ AHRC, art. cit., 08/01/2014.

⁵⁸ BAMF, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; *Radio Free Europe* et *Radio Liberty*, art. cit., 05/01/2014.

⁵⁹ BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁶⁰ AHRC, art. cit., 08/01/2014.

⁶¹ BAMF, art. cit. ; BBC, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014.

⁶² BBC, art. cit.

Les Etats-Unis, l'Union européenne et le Commonwealth avaient renoncé à dépêcher des observateurs sur place, considérant que ces élections présentaient une faible crédibilité⁶³. Quant aux observateurs internationaux présents, ils ont estimé que les élections ne pouvaient pas être considérées comme s'étant déroulées dans des conditions « honnêtes »⁶⁴. Pour l'ONG de défense des droits de l'Homme, l'Asian Human Rights Commission (AHRC), il s'agit d'une « *fausse élection* » s'apparentant à une « *farce* »⁶⁵.

2.4. L'annonce par le BNP de futures actions de protestation

Le jour du scrutin même, le BNP a annoncé l'organisation d'une grève nationale de 48 heures pour protester contre cette « *farce scandaleuse* », selon lui, que constituent ces élections. Le principal parti de l'opposition a promis de continuer à organiser des manifestations et des actions de blocage de voies routières, ferroviaires et navigables⁶⁶. Il a promis de faire tomber le gouvernement Hasina⁶⁷.

Compte tenu des conditions de la réélection de l'AL, Badiul Alam Majumbar, responsable de Shujan, ONG œuvrant pour une bonne gouvernance, prédit que « *c'est insoutenable à terme* » alors que Farouk Sobhan, ancien ambassadeur bangladais et actuel président du cercle de réflexion Bangladesh Enterprise Institute, considère que « *ce qui vient de se passer ne peut qu'encourager la radicalisation au Bangladesh* »⁶⁸.

3. Une situation postélectorale toujours tendue

3.1. Une dérive autoritaire de l'AL et l'intransigeance du BNP

Dans le prolongement de la période préélectorale, le contexte actuel est toujours marqué par une dérive autoritaire du gouvernement et une tentation hégémonique de l'AL tel que l'affirme Aaur Rahman, professeur de sciences politiques à l'université de Dacca : « *nous sommes sur la voie d'un régime autoritaire dirigé par un parti dominant* ». Pour Badiul Alam Majumbar, responsable de l'ONG Shujan qui œuvre en faveur d'une bonne gouvernance, « *la démocratie est en danger, le Bangladesh court le risque d'un nouveau fascisme* »⁶⁹.

En fait, le gouvernement assume mener une politique de « nettoyage » contre l'opposition⁷⁰, usant d'une rhétorique « antiterroriste » et de références à la guerre d'indépendance pour justifier son action. Ainsi, la Première ministre Hasina explique que, « *comme en 1971, la nation a résisté contre les terroristes et la force antilibération [du pays] le 5 janvier 2014* »⁷¹.

⁶³ HRW, art. cit., 08/01/2014 ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁶⁴ BAMF, art. cit.

⁶⁵ AHRC, art. cit., 08/01/2014.

⁶⁶ US Department of State, *op. cit.* ; UPI, art. cit. ; BBC, art. cit. ; BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014 ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit.

⁶⁷ ALAM Shafiqul, "Bangladesh court orders opposition chief's trial go ahead", AFP, 23/04/2014.

⁶⁸ BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014.

⁶⁹ *Ibid.*

⁷⁰ Nations unies, art. cit.

⁷¹ *New Age*, "PM for reinforcing unity against anti-liberation force", 25/03/2014.

Les arrestations ont continué après le scrutin⁷². HRW dénonce toujours des arrestations arbitraires de militants de l'opposition⁷³ dans un contexte de répression contre le BNP et ses 18 partis alliés⁷⁴. Plusieurs cadres du BNP sont en prison ou en fuite⁷⁵. Selon l'AFP, ce sont des milliers d'opposants qui sont détenus par la police⁷⁶. Fin janvier 2014, HRW accuse les *Joint Forces* de la police bangladaise, les RAB ainsi que les gardes-frontières de continuer à procéder à l'arrestation de partisans de l'opposition pour des violences commises lors de la période préélectorale⁷⁷.

Outre des arrestations, des disparitions sont signalées notamment par l'Asian Legal Resource Centre (ALRC⁷⁸). L'ALRC précise que ces disparitions forcées ces derniers mois concernent des activistes des partis d'opposition⁷⁹.

Plusieurs sources évoquent par ailleurs des assassinats extrajudiciaires dans le cadre d'une répression postélectorale. Les autorités attribuent officiellement ces morts à des tirs croisés entre contestataires et forces de l'ordre mais, d'après HRW, certaines victimes ont été tuées alors qu'elles étaient en détention⁸⁰. Certains cas sont restitués dans la chronologie *infra*.

En mars 2014, la situation politique semble être dans une impasse. Les risques d'un regain de contestation et de violence ont été nourris par le renvoi de la chef de l'opposition, Khaleda Zia, en procès pour corruption (voir chronologie *infra*)⁸¹. Par ailleurs, le BNP maintient son exigence de nouvelles élections, que le gouvernement persiste à rejeter catégoriquement⁸². Le BNP n'a cessé d'accuser le gouvernement de s'être maintenu au pouvoir par la force. Pour le BNP, le gouvernement réélu est « *illégal* »⁸³.

Le principal parti de l'opposition a récemment utilisé d'une rhétorique particulièrement offensive, menaçant d'apporter une « réponse adéquate » face au refus de l'AL d'organiser de nouvelles élections. Khaleda Zia a récemment prédit de « *terribles conséquences* » face à l'impasse actuelle. L'ancienne Première ministre a expliqué réorganiser actuellement son parti afin de le renforcer et de pouvoir réinvestir les rues « *le moment venu* ». Il s'agit, selon elle, de préparer des mouvements de protestation « *plus durs* ». Elle a expliqué que le temps était venu d'initier un mouvement de résistance et un « *combat sérieux* » contre le gouvernement « *illégal* »⁸⁴. Elle a justifié sa posture offensive par sa volonté de restaurer la démocratie quel qu'en soit le coût, réaffirmant que le BNP continuera « *les troubles contre le régime autocratique* » qui ne cherche, selon elle, qu'à « *détruire le pays* »⁸⁵.

⁷² HRW, art. cit., 08/01/2014.

⁷³ BOBIN Frédéric, art. cit., 28/01/2014.

⁷⁴ AFP, art. cit., 16/03/2014.

⁷⁵ *Le Monde*, AFP et Reuters, art. cit.

⁷⁶ AFP, art. cit., 20/04/2014.

⁷⁷ Nations unies, art. cit. ; HRW, "Bangladesh: End Spate of Extrajudicial Killings", 27/01/2014.

⁷⁸ ONG qui dispose d'un statut consultatif au Conseil économique et social des Nations unies ; voir : <http://www.alrc.net/doc/mainfile.php/background/2/>.

⁷⁹ Nations unies, art. cit. ; HRW, art. cit., 27/01/2014.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Associated Press* (AP), "Bangladesh indicts ex-PM Zia in corruption cases", 19/03/2014.

⁸² *New Age*, "Govt won't bow to BNP's election demand: Hasan", 13/04/2014.

⁸³ *Daily Sun*, "Khaleda asks govt give election or face fit reply", 13/04/2014 ; *New Age*, "AL destroying the country: Khaleda Zia", 12/04/2014 ; *The Independent*, "BNP wants fresh election now: Hannan Shah", 02/02/2014.

⁸⁴ *Ibid.*

⁸⁵ *Holiday*, "Khaleda determined to restore democracy", 18/04/2014 ; *New Age*, art. cit., 12/04/2014.

3.2. Le JI particulièrement ciblé par les autorités

L'AL, qui prétend incarner le camp laïque, a engagé depuis début 2013 une offensive contre le JI, principale formation islamiste du pays. Le JI est même la force la plus dynamique de l'opposition selon *Le Monde*. L'affrontement est devenu plus âpre à la suite des élections du 5 janvier 2014. Nombre de ses responsables sont en prison⁸⁶. Pour l'AL, affaiblir le JI vise aussi à affaiblir le BNP dont il est allié⁸⁷.

Plusieurs chefs historiques du JI sont jugés depuis 2013 pour leur rôle et leur responsabilité présumée dans les « atrocités » commises lors de la guerre d'indépendance de 1971. Ce parti avait servi de supplétif à l'armée pakistanaise dans la répression des combattants séparatistes bengalis de l'ex-Pakistan oriental, aujourd'hui le Bangladesh⁸⁸. Un tribunal *ad hoc*⁸⁹ chargé de juger les « crimes de guerre » commis pendant la guerre d'indépendance vise, depuis le début de l'année 2013, les membres du JI⁹⁰. En février 2014, on comptait, depuis un an, cinq condamnations à mort. Une a abouti à une exécution : celle d'Abdul Kader Mollah (ou « Abdul Qadeer molla »), un dirigeant historique du JI, le 12 décembre 2013⁹¹. Avec les arrestations et les détentions, le JI a été amputé de sa génération de chefs historiques⁹². Craignant d'être arrêté, le numéro deux du JI à Chittagong, Azim Obaidullah, affirme vivre en « *semi-clandestinité* »⁹³.

Contestant ces procès, les militants du JI étaient, le 5 janvier 2014, aux premiers rangs des manifestants qui ont attaqué des bureaux de vote⁹⁴. Les procès initiés par le tribunal *ad hoc* risquent de radicaliser davantage le JI. En effet, selon la Jamestown Foundation, dans leur violente opposition aux procès, le JI et sa branche étudiante l'Islami Chhatra Shibir ont élevé le standard de révolte en s'alignant sur le mouvement radical Hefaja-e-Islam (HeI)⁹⁵.

Le JI, qui jusqu'alors n'avaient jamais dépassé les 10% aux élections, a récemment été interdit de participer aux élections par la Cour suprême et la commission électorale, ces dernières considérant que sa charte était contraire à la Constitution laïque du pays⁹⁶. Le gouvernement a annoncé l'interdiction de ce parti à partir de juin 2014, dénonçant son implication dans des crimes de guerre en 1971⁹⁷.

Le JI s'illustre par un réel enracinement dans la société qui se structure autour de ses *madrastas* (13 000 établissements où sont scolarisés 2,5 millions d'élèves), de son empire économique via l'Islamic Bank, de sa presse, de ses syndicats et de ses hôpitaux⁹⁸.

⁸⁶ BOBIN Frédéric, « Le pouvoir bangladais durcit la répression contre les islamistes », *Le Monde*, 18/02/2014 ; HENRY Michel, art. cit.

⁸⁷ *Ibid.* ; HENRY Michel, art. cit.

⁸⁸ BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁸⁹ Le « *International Crimes Tribunal* » ou ICT qui, malgré son nom, est une création nationale.

⁹⁰ BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014.

⁹¹ ROUL Animesh, *op. cit.*

⁹² BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014 ; BOBIN Frédéric, « Au Bangladesh, la pendaison d'un chef islamiste aggrave la crise politique », *Le Monde*, 13/12/2013.

⁹³ BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014.

⁹⁴ BOBIN Frédéric, art. cit., 06/01/2014.

⁹⁵ FAIZ Abbas, « Bangladesh: Government must protect the minority hindu community », Amnesty International, 02/02/2014 ; HAIDAR Suhasini, « Hindus attacked in post-poll violence in Bangladesh », CNN-IBN, 14/01/2014 ; Asian Human Rights Commission (AHRIC), « BANGLADESH: Attacks on non-Muslims must stop now, forever », 13/01/2014.

⁹⁶ ROUL Animesh, *op. cit.* ; HRW, art. cit., 08/01/2014 ; HENRY Michel, art. cit.

⁹⁷ International Crisis Group (ICG), « CrisisWatch Database, Bangladesh », 01/04/2014.

⁹⁸ BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014.

3.3. Les minorités hindoues et chrétiennes ciblées par l'opposition

A la suite de l'exécution de leur leader Abdul Kader Mollah, les militants islamistes ont déclenché une vague de violences contre notamment les minorités du pays (les non-musulmans) connues pour soutenir, en général, l'AL, considérée comme laïque. Des hindous et des chrétiens ont été tués, leurs biens vandalisés⁹⁹.

A la suite du scrutin, la communauté hindoue, en particulier, a été prise en otage dans la confrontation frontale entre les autorités et l'opposition. Elle a été ciblée par le JI notamment. Des milliers de foyers et de commerces de cette communauté ont été incendiés à la suite de la réélection de Sheikh Hasina. Des temples ont été vandalisés. Des pillages sont évoqués. Des militants du JI ont été arrêtés pour ces attaques. Les témoignages de victimes accablent le JI, mais certains dénoncent également des militants du BNP et parfois de l'AL¹⁰⁰.

3.4. Un regain de violence lors des élections des conseils d'*upazila*

Les élections au niveau des *upazila* (sous-districts) ont débuté en février 2014. Elles se déroulent en plusieurs phases. La sixième phase doit se tenir en mai 2014. Le BNP a décidé de participer à ces élections. Elections plus techniques que politiques, elles ont cependant été émaillées de violences. Le 25 mars 2014, un bilan fait état d'au moins dix personnes tuées dans le cadre de ces élections. Plusieurs fraudes sont signalées¹⁰¹.

4. Chronologie (non exhaustive) des principaux événements depuis fin décembre 2013

- Semaines précédant le scrutin :

La chef du BNP, Khaleda Zia, qui a décidé de boycotter les élections, est assignée *de facto* à sa résidence pendant une semaine (ou plusieurs semaines¹⁰²) avant le scrutin. Les forces de sécurité ont encerclé sa résidence, empêchant les personnes d'y entrer ou d'en sortir¹⁰³.

Des collaborateurs de la chef du BNP ont été temporairement détenus après lui avoir rendu visite chez elle¹⁰⁴.

Le secrétaire général du BNP Fakhrul Islam Alamgir, d'autres responsables ainsi que des sympathisants du parti ont été détenus des mois avant les élections. Ils avaient été accusés de plusieurs infractions. Le secrétaire général a été libéré sous caution, mais le gouvernement a fait appel et la Haute Cour a annulé sa libération¹⁰⁵, l'envoyant à nouveau en détention le 16 mars 2014¹⁰⁶.

- 25 décembre 2013 :

⁹⁹ ROUL Animesh, *op. cit.* ; AHRC, art. cit., 13/01/2014.

¹⁰⁰ *Ibid.* ; FAIZ Abbas, art. cit. ; HAIDAR Suhasini, art. cit.

¹⁰¹ ICG, art. cit. ; *The Daily Star*, "6th phase UZ polls May 19", 16/04/2014 ; *The Independent*, "Phase IV violence mars scope for fair polls", 25/03/2014.

¹⁰² AFP, art. cit., 16/03/2014.

¹⁰³ AFP, « Bangladesh : la chef de l'opposition renvoyée en procès pour corruption », 19/03/2014 ; HRW, art. cit., 08/01/2014.

¹⁰⁴ HRW, art. cit., 03/01/2014.

¹⁰⁵ AFP, art. cit., 16/03/2014.

¹⁰⁶ *Ibid.*

Le secrétaire général intérimaire du BNP, Mirza Fakhru Islam Alamgir, est accusé, avec 39 autres personnes, d'être l'instigateur d'une attaque contre un bus lors de laquelle un policier a trouvé la mort¹⁰⁷.

- 29 décembre 2013 :

Le BNP organise une « marche pour la démocratie ». Selon un assistant d'un parlementaire du BNP qui avait organisé le déplacement de 200 supporters vers la capitale, ces derniers ont été arrêtés. Ils auraient été relâchés après paiement d'un bakchich à la police et après avoir été sommés de rentrer chez eux. La police de Dacca avait refusé la tenue de cette marche par crainte de violences¹⁰⁸.

De manière générale, d'importants moyens sont déployés pour stopper les contestataires et les empêcher de participer à la « marche pour la démocratie » dans le pays¹⁰⁹.

Entre l'annonce de cette marche par le BNP le 24 décembre 2013 et le 3 janvier 2014, ce sont plus d'un millions de militants de l'opposition qui sont arrêtés¹¹⁰.

- 3 janvier 2014 :

Des bureaux de vote commencent à être attaqués la nuit du 3 janvier¹¹¹.

- 4 janvier 2014 :

Selon les autorités, une centaine de bureaux de vote sont incendiés dans tout le pays¹¹².

- 5 janvier 2014, jour de vote :

Le scrutin s'accompagne d'une flambée de violences, alors que pas moins de 50 000 soldats sont mobilisés¹¹³.

Plusieurs personnes (18 est le nombre le plus souvent avancé¹¹⁴) sont tuées. Deux parmi elles ont été battues à mort alors qu'elles tentaient de protéger les bureaux de vote dans des districts du nord du pays, où l'opposition est bien implantée. Les autres victimes sont principalement des militants de l'opposition abattus par les forces de l'ordre. Un non-militant fait partie des victimes : un chauffeur de camion qui a péri dans son véhicule incendié par des assaillants¹¹⁵. Des médias bangladais ont recensé les personnes tuées le jour du vote ainsi que les lieux des principaux incidents (voir *supra* : 1.2.2. Recensement et localisation des victimes).

Outre le bilan humain, un bilan matériel fait état de nombreuses destructions. Deux attaques visent des bureaux de vote à Dacca même¹¹⁶. Les autorités suspendent le scrutin dans au moins 183 bureaux de vote après des attaques présumées d'activistes de l'opposition¹¹⁷.

¹⁰⁷ HRW, art. cit., 03/01/2014.

¹⁰⁸ HRW, art. cit., 08/01/2014.

¹⁰⁹ HRW, art. cit., 03/01/2014.

¹¹⁰ *Ibid.*

¹¹¹ *The Daily Star*, art. cit., 05/01/2014.

¹¹² *Radio Free Europe et Radio Liberty*, art. cit., 05/01/2014.

¹¹³ *Ibid.* ; *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit.

¹¹⁴ BBC, art. cit. ; *Radio Free Europe et Radio Liberty*, "Bangladeshi Polling Stations Firebombed", 05/01/2014.

¹¹⁵ *Le Monde*, AFP et *Reuters*, art. cit.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ *Radio Free Europe et Radio Liberty*, art. cit., 05/01/2014.

Des fraudes sont mentionnées. Des vols de bulletins de vote sont signalés¹¹⁸.

Alors que l'AL rafle 80% des sièges au Parlement¹¹⁹, l'opposition appelle à une nouvelle grève de 48 heures, à partir du 6 janvier, pour protester contre cette « *farce électorale* » et la répression orchestrée par le gouvernement¹²⁰.

- 6 janvier 2014 :

Un bilan fait état de 24 morts et de centaines de bureaux de vote incendiés ou vandalisés¹²¹.

- 7 janvier 2014 :

La police arrête huit militants du BNP. Cinq sont relâchés. Les trois autres sont accusés d'incitation à la violence durant la période préélectorale. La vice-présidente Selima Rahman est arrêtée après une conférence de presse. Par ailleurs, un haut conseiller de la présidente du BNP, Khandaker Mahbub Hossain, est détenu brièvement, après avoir fait un discours qui dénonçait l'élection¹²².

- 8 janvier 2014 :

Dans l'attente d'une future audition, un tribunal ordonne le placement en garde à vue pour deux jours du conseiller de la présidente du BNP, Khandaker Mahbub Hossain, et d'un ancien parlementaire, Fazlul Haq Milon, pour incitation à la violence¹²³.

- 11 janvier 2014 :

Sheikh Hasina prête serment¹²⁴.

- Mi-janvier 2014 :

Des étudiants militants du JI et des étudiants progouvernementaux s'affrontent sur le campus de l'université de Chittagong¹²⁵.

- 20 janvier 2014 :

Au lendemain de son arrestation, Tarique Mohammad Saiful islam, un membre du JI est tué dans un supposé échange de tirs, alors qu'il emmenait des enquêteurs à un endroit où des activistes du JI auraient caché des armes à feu¹²⁶.

- 26 janvier 2014 :

Au lendemain de leur arrestation, Abul Kalam et Maruf, deux membres de la branche étudiante du JI, meurent dans le district de Satkhira. Selon la police, ils ont été mortellement blessés par un coup de feu alors qu'ils dirigeaient les *Joint Forces* de la

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ *Libération*, art. cit., 12/01/2014.

¹²⁰ UPI, art. cit. ; BBC, art. cit. ; *Le Monde*, AFP et Reuters, art. cit. ; *The Independent*, art. cit., 06/01/2014.

¹²¹ *Le Monde*, AFP et Reuters, art. cit.

¹²² HRW, art. cit., 08/01/2014.

¹²³ *Ibid.*

¹²⁴ *Libération*, art. cit., 12/01/2014.

¹²⁵ BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014.

¹²⁶ HRW, art. cit., 27/01/2014.

police à un endroit où des « suspects » étaient supposés être cachés. La police explique n'avoir fait que riposter¹²⁷.

- 27 janvier 2014 :

Azharul Islam, un responsable de la branche étudiante du BNP dans le district de Satkhira, est tué. Il a été arrêté la veille pour meurtre et implication des les violences préélectorales. Selon la police, il a été victime d'un échange de tirs alors qu'il menait la police à une « cachette » de l'opposition. Comme dans des cas similaires des jours précédents, la police affirme n'avoir fait que riposter¹²⁸.

- 30 janvier 2014 :

Motiur Rahman Nizami, le chef suprême du JI, est condamné à mort par un tribunal. Il est accusé d'avoir aidé en sous-main une cargaison d'armes au profit d'un mouvement séparatiste armé dans l'Etat indien de l'Assam, limitrophe du Bangladesh. Les armes ont été saisies dans le port de Chittagong en 2004, alors qu'il était ministre de l'Industrie dans le gouvernement de coalition BNP-JI¹²⁹.

- 19 février 2014 :

La première phase de l'élection au niveau des sous-districts s'organise autour de 97 *upazilas*¹³⁰.

- 27 février 2014 :

La deuxième phase de l'élection au niveau des sous-districts en concerne 117 *upazilas*¹³¹.

- 14 mars 2014 :

Le gouvernement annonce que le JI sera interdit à partir de juin 2014, pour son rôle dans les crimes de guerre commis en 1971¹³².

- 15, 23 et 31 mars 2014 :

La troisième phase de l'élection au niveau des sous-districts se tient dans 117, 92 et 74 *upazilas* respectivement les 15, 23 et 31 mars¹³³.

Au moins trois personnes sont tuées le 15 mars¹³⁴.

- 16 mars 2014 :

Un tribunal envoie en prison le secrétaire général du BNP, Fakhrul Islam Alamgir, accusé de meurtre pendant la période préélectorale. Deux autres membres du BNP sont également emprisonnés. Leur demande de libération sous caution est rejetée¹³⁵.

¹²⁷ *Ibid.*

¹²⁸ *Ibid.*

¹²⁹ BOBIN Frédéric, art. cit., 18/02/2014.

¹³⁰ *The Daily Star*, art. cit., 16/04/2014.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² ICG, art. cit.

¹³³ *The Daily Star*, art. cit., 16/04/2014.

¹³⁴ *New Age*, "EC fails, plays catalytic role to enhance violence: BNP", 22/03/2014.

- 19 mars 2014 :

Un tribunal anti-corruption ordonne la comparution devant un tribunal de la chef de l'opposition, Khaleda Zia, avec plusieurs autres personnes (notamment son fils aîné Tarique Rahman), pour le détournement présumé de plus de 600 000 dollars, dont une grande partie proviendrait des fonds d'une fondation de bienfaisance créée après l'assassinat de son époux et ancien président Ziaur Rahman en 1981. L'ancienne Première ministre est censée comparaître le 21 avril 2014 pour des chefs d'accusation qui peuvent lui valoir une peine d'emprisonnement à perpétuité. Son avocat dénonce des charges « *fausses et fabriquées* » et affirme qu'il s'agit d'un complot politique visant à « *détruire* » la présidente du BNP¹³⁶.

- 20 avril 2014 :

La décision relative au procès pour corruption visant Khaleda Zia est ajournée de quelques jours. Elle est prévue pour le mercredi 22 avril. Le BNP menace d'organiser des actions de protestation dans tout le pays si le procès contre l'ancienne Première ministre se tient¹³⁷.

- 23 avril 2014 :

Un tribunal décide que le procès pour détournement visant l'ancienne Première ministre devra se tenir. Son avocat compte faire appel auprès de la Cour suprême¹³⁸.

¹³⁵ AFP, art. cit., 16/03/2014.

¹³⁶ *New Age*, "Khaleda challenges indictments", 14/04/2014 ; ICG, art. cit. ; AFP, art. cit., 19/03/2014 ; AP, art. cit.

¹³⁷ AFP, art. cit., 20/04/2014.

¹³⁸ ALAM Shafiqul, art. cit. ; *New Age*, "HC clears way to Khaleda's trial in two graft cases", 23/04/2014.

Bibliographie

Par rubrique et par ordre chronologique décroissant :

Rapports (ONG, institutions internationales ou nationales)

International Crisis Group (ICG), "CrisisWatch Database, Bangladesh", 01/04/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/crisiswatch/crisiswatch-database.aspx?CountryIDs={C3F2C698-4DFE-4548-B5EA-B78C8D53B2BF}#results>.

US Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor, *Country Reports on Human Rights Practices for 2013 – Bangladesh*, 27/02/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm#wrapper>.

Nations unies, Assemblée générale, "Written statement submitted by the Asian Legal Resource Centre, a non-governmental organization in general consultative status", 25/02/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://daccess-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G14/111/92/PDF/G1411192.pdf?OpenElement>.

FAIZ Abbas, "Bangladesh: Government must protect the minority hindu community", Amnesty International, 02/02/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA13/002/2014/en/93ae154a-5e04-4b0b-ae29-ec2efbc2ad3a/asa130022014en.html>.

Human Rights Watch (HRW), "Bangladesh: End Spate of Extrajudicial Killings", 27/01/2014 [consulté le 14/04/2014],

http://www.ecoi.net/local_link/268280/382762_en.html.

Asian Human Rights Commission (AHRC)¹³⁹, "BANGLADESH: Attacks on non-Muslims must stop now, forever", 13/01/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-014-2014>.

AHRC, "BANGLADESH: Authoritarian obstinacy wins, democracy loses", 08/01/2014 [consulté le 14/04/2014],

<http://www.humanrights.asia/news/ahrc-news/AHRC-STM-008-2014>.

HRW, "Bangladesh: Elections Further Tainted by Arbitrary Arrests", 08/01/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.ecoi.net/local_link/266863/380945_en.html.

Bundesamt für Migration und Flüchtlinge (BAMF), Group 41 – Information Centre Asylum and Migration, Briefing Notes, 07/01/2014 [consulté le 14/04/2014],

https://milo.bamf.de/milop/livelink.exe/fetch/2000/702450/683266/683355/1094994/1094995/1095013/13446325/16998462/16998684/Deutschland_Bundesamt_f%C3%BCr_Migration_und_Fl%C3%BChtlinge_Briefing_Notes_07.01.2014_%28englisch%29.pdf?nodeid=17003015&vernum=-2.

HRW, "Bangladesh: Crackdown escalates Ahead Election", 03/01/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.ecoi.net/local_link/266657/380692_en.html.

¹³⁹ ONG fondée par des juristes et défenseurs des droits de l'Homme œuvrant en Asie.

Articles scientifiques

ROUL Animesh, *Al-Qaeda Leader al-Zawahiri Urges Jihad Against the "Anti-Islamic" Government of Bangladesh*, *Terrorism Monitor*, Vol. 12, n°2, Jamestown Foundation, 23/01/2014 [consulté le 22/04/2014], http://www.ecoi.net/local_link/268646/383273_en.html.

Articles de presse

ALAM Shafiqul, "Bangladesh court orders opposition chief's trial go ahead", AFP, 23/04/2014 [consulté le 24/04/2014], <https://sg.news.yahoo.com/bangladesh-court-orders-opposition-chiefs-trial-ahead-115543749.html>.

*New Age*¹⁴⁰, "HC clears way to Khaleda's trial in two graft cases", 23/04/2014 [consulté le 24/04/2014], <http://newagebd.net/?p=5402>.

AFP, "Bangladesh opposition chief forced to wait trial decision", 20/04/2014 [consulté le 22/04/2014], site intranet du MAE.

*Holiday*¹⁴¹, "Khaleda determined to restore democracy", 18/04/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://www.weeklyholiday.net/Homepage/Pages/UserHome.aspx?ID=3&date=0>.

*The Daily Star*¹⁴², "6th phase UZ polls May 19", 16/04/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://www.thedailystar.net/6th-phase-uz-polls-may-19-20282>.

New Age, "Khaleda challenges indictments", 14/04/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://newagebd.net/?p=2847>.

*Daily Sun*¹⁴³, "Khaleda asks govt give election or face fit reply", 13/04/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.daily-sun.com/index.php?view=details&archiev=yes&arch_date=13-04-2014&type=Khaleda-asks-govt-to-give-election-or-face-fit-reply&pub_no=823&cat_id=1&menu_id=2&news_type_id=1&index=2.

New Age, "Govt won't bow to BNP's election demand: Hasan", 13/04/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://newagebd.net/?p=2684>.

New Age, "AL destroying the country: Khaleda Zia", 12/04/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://newagebd.net/?p=2333>.

New Age, "PM for reinforcing unity against anti-liberation force", 25/03/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://newagebd.net/?p=885>.

*The Independent*¹⁴⁴, "Phase IV violence mars scope for fair polls", 25/03/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.theindependentbd.com/index.php?option=com_content&view=article&id=209229:phase-iv-violence-mars-scope-for-fair-polls&catid=129:frontpage&Itemid=121.

¹⁴⁰ Média généraliste bangladais.

¹⁴¹ *Id.*

¹⁴² *Id.*

¹⁴³ *Id.*

¹⁴⁴ *Id.*

GOWEN Annie, "Bangladesh's political unrest threatens economic gains, democracy", *The Washington Post*, 22/03/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.washingtonpost.com/world/bangladeshs-political-unrest-threatens-economic-gains-democracy/2014/03/22/baf1807c-a369-11e3-84d4-e59b1709222c_story.html.

New Age, "EC fails, plays catalytic role to enhance violence: BNP", 22/03/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://newagebd.net/?p=748>.

Associated Press (AP), "Bangladesh indicts ex-PM Zia in corruption cases", 19/03/2014 [consulté le 14/04/2014], http://start.new.toshiba.com/news/read/category/Asia%20News/article/the_associated_press-bangladesh_indicts_former_prime_minister_zia-ap.

AFP, « Bangladesh : la chef de l'opposition renvoyée en procès pour corruption », Canada, *Le Huffington Post*, 19/03/2014 [consulté le 14/04/2014], http://quebec.huffingtonpost.ca/2014/03/19/bangladesh--la-chef-de-l_n_4992409.html.

AFP, "Bangladesh opposition leader sent to jail as protests loom", Pakistan, *The Express Tribune*, 16/03/2014 [consulté le 14/04/2014], <http://tribune.com.pk/story/683570/bangladesh-opposition-leader-sent-to-jail-as-protests-loom/>.

BOBIN Frédéric, « Le pouvoir bangladais durcit la répression contre les islamistes », *Le Monde*, 18/02/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/18/le-pouvoir-bangladais-durcit-la-repression-contre-les-islamistes_4368551_3210.html.

The Independent, "BNP wants fresh election now: Hannan Shah", 02/02/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.theindependentbd.com/index.php?option=com_content&view=article&id=203058:bnp-wants-fresh-election-now-hannan-shah&catid=172:miscellaneous&Itemid=202.

BOBIN Frédéric, « Au Bangladesh, la dérive autoritaire du parti au pouvoir », *Le Monde*, 28/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2014/01/28/au-bangladesh-la-derive-autoritaire-du-parti-au-pouvoir_4355572_3216.html.

United Press International (UPI), "Bangladesh's re-elected prime minister starts new term", 14/01/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.upi.com/Top_News/Special/2014/01/14/Bangladeshs-re-elected-prime-minister-starts-new-term/UPI-77731389697260/.

HAIDAR Suhasini, "Hindus attacked in post-poll violence in Bangladesh", CNN-IBN¹⁴⁵, 14/01/2014 [consulté le 14/04/2014], <http://ibnlive.in.com/news/hindus-attacked-in-postpoll-violence-in-bangladesh/445250-2.html>.

Libération, « Bangladesh : Sheikh Hasina prête serment au mépris de l'opposition », 12/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.liberation.fr/monde/2014/01/12/bangladesh-sheikh-hasina-prete-serment-au-mepriс-de-l-opposition_972322

¹⁴⁵ Média généraliste indien.

BBC, "Bangladesh's ruling Awami League wins boycotted poll", 06/01/2014 [consulté le 14/04/2014], <http://www.bbc.com/news/world-asia-25618108>.

BOBIN Frédéric, « Bangladesh : la démocratie connaît une très grave crise », *Le Monde*, 06/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2014/01/06/la-democratie-du-bangladesh-connaît-une-tres-grave-crise_4343354_3216.html?xtmc=bangladesh&xtcr=30.

HENRY Michel, « Bangladesh : la violence maîtresse des urnes à Dacca », *Libération*, 06/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.liberation.fr/monde/2014/01/06/la-violence-maitresse-des-urnes-a-dacca_971022.

Le Monde, AFP et *Reuters*, « Bangladesh : des élections sans surprise et entachées de violences », 06/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2014/01/06/elections-dans-un-climat-de-violence-au-bangladesh_4343260_3216.html.

The Independent, "Cancel election: BNP", 06/01/2014 [consulté le 14/04/2014], http://www.theindependentbd.com/index.php?option=com_content&view=article&id=199647:cancel-election-bnp&catid=129:frontpage&Itemid=121.

Radio Free Europe et *Radio Liberty*, "Voting in Bangladesh amid Opposition Boycott, Violence", 05/01/2014 [consulté le 10/03/2014], http://www.ecoi.net/local_link/266588/380618_en.html.

Radio Free Europe et *Radio Liberty*, "Bangladeshi Polling Stations Firebombed", 05/01/2014 [consulté le 10/03/2014], https://www.ecoi.net/local_link/266591/380621_en.html.

The Daily Star, "19 killed in Bangladesh election violence", 05/01/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://www.thedailystar.net/15-killed-in-bangladesh-election-violence-5540>.

*UNB Connect*¹⁴⁶, "Election violence death toll hits 19", 05/01/2014 [consulté le 22/04/2014], <http://unbconnect.com/election-killing-round-up/#&panel1-1>.

BOBIN Frédéric, « Au Bangladesh, la pendaison d'un chef islamiste aggrave la crise politique », *Le Monde*, 13/12/2013 [consulté le 10/03/2014], http://www.lemonde.fr/international/article/2013/12/13/au-bangladesh-la-pendaison-d-un-chef-islamiste-aggrave-la-crise-politique_4333871_3210.html.

¹⁴⁶ Média généraliste bangladais.

Table des matières

Introduction.....	1
1. Une période préélectorale violente	2
1.1. Les autorités ciblant violemment l'opposition	2
1.2. L'opposition à l'origine également des violences	3
1.3. Le bilan humain	3
1.4. Les lignes de fracture à l'origine de la crise politique.....	3
2. Un scrutin boycotté par l'opposition et émaillé de violences.....	4
2.1. Des violences le jour des élections.....	4
2.2. Recensement et localisation des victimes	5
2.3. Le boycott de l'opposition, le taux de participation et les résultats des élections...	8
2.4. L'annonce par le BNP de futures actions de protestation.....	9
3. Une situation postélectorale toujours tendue	9
3.1. Une dérive autoritaire de l'AL et l'intransigeance du BNP	9
3.2. Le JI particulièrement ciblé par les autorités	11
3.3. Les minorités hindoues et chrétiennes ciblées par l'opposition.....	12
3.4. Un regain de violence lors des élections des conseils d' <i>upazila</i>	12
4. Chronologie (non exhaustive) des principaux événements depuis fin décembre 2013	12
Bibliographie.....	17